



GROUPE RENAULT

119, rue du Point du Jour - 92109 BOULOGNE BILLANCOURT

☎ 01.76 84.14 33 / 01 76 84.14.34 - 📠 01.76 84.14.35

www.cgt-renault.com - e.mail usines@cgt-renault.com

Communiqué de presse du 14 janvier 2016

Un emballage médiatique à la recherche du scoop et qui oublie une nouvelle fois les salariés, ceux qui travaillent et au final, les clients de Renault !

La CGT du Centre Technique de Lardy, a diffusé un tract (4 pages) ayant pour titre, « Plan d'urgence » de 50 millions € pour les NOx : Mais où sont les embauches supplémentaires ?

Ce tract reprend le communiqué de presse diffusé aux médias par la direction générale en décembre dernier dans lequel, elle annonce « un plan de 50 millions € afin de réduire les émissions de NOx de ses moteurs Diesel... Programme permettant d'atteindre les futures normes EU6d, prévu sur 5 ans, et qui pourrait être resserré d'une à deux années ».

Or, la CGT Renault Lardy pointe l'infaisabilité d'atteindre ces objectifs au regard de la situation actuelle de l'établissement et plus globalement de l'entreprise. Situation qui s'est considérablement dégradée depuis l'accord compétitivité du 13 mars 2013.

Les nombreux départs de salariés en DA ou en GPEC, l'absence de formation des remplaçants ou des sous-traitants découvrant Renault, les choix techniques uniquement pilotés par le coût, la réduction des délais ont fortement contraint les projets. Il y a plus 800 prestataires sur le site de Lardy pour 1 200 contrats Renault. Les projets EU6b sont sortis dans la douleur et les conséquences aujourd'hui (sur la dépollution par exemple) ne font que commencer.

La CGT Lardy rappelle que les directions générale et locales restent sourdes aux réalités du terrain et persistent à annoncer des objectifs qui ne seront pas tenables en l'état avec des conditions de travail toujours plus dégradées, à défaut d'embauches, de réappropriation de qualifications et compétences.

Dans un petit encadré de quelques lignes, la CGT de Lardy fait état de l'intervention de la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes sur le site. Le syndicat s'interroge sur « l'éventualité d'un lien avec la dépollution ou de la question du CO2 (bonus/malus écologique) ou d'autres questions... ? Tout en précisant qu'il est « difficile de le dire d'autant plus que la direction n'a pour l'instant pas informé les salariés du site sur le sujet... »

Ce tract n'aborde donc que les réalités des conditions d'exercices des salariés et notamment de leur impossibilité à pouvoir faire leur travail au mieux à défaut de moyens adéquats.

A la recherche du scoop, de l'info qui fait vendre, une part importante de la presse se déchaîne sur le pseudo parallèle des tricheries de Volkswagen, sans une fois encore, se préoccuper des réalités vécues et pourtant exprimées par les salariés toutes catégories professionnelles confondues.

Certains, comme le Nouvel Observateur, affichent ouvertement leur seule préoccupation, l'intérêt des actionnaires, en parlant de : « déroute boursière d'une ampleur exceptionnelle : une chute qui a atteint 20% en quelques heures, effaçant ainsi l'équivalent de 4 milliards d'euros pour les actionnaires. En début d'après-midi, la chute restait vertigineuse : - 11%. La panique a été causée par une information révélée par la CGT »

Et les salariés dans tout cela !

Et pourtant, la seule chose que la CGT a révélé, ce sont les conditions sociales des salariés et rien d'autre. La recherche du scoop, amène malheureusement au mensonge, à la désinformation avec à la clé, des conséquences particulièrement désastreuses pour les salariés mais aussi pour les clients de Renault.

En définitive, ce sont les organisations syndicales qui font leur travail et les salariés qu'ils représentent, qui sont ici méprisés et qu'une certaine presse ne veut pas entendre !